

Pétitions

AFFAIRES COURANTES

[Français]

PÉTITIONS

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, c'est mon devoir de présenter une pétition à la Chambre qui vient de résidents de Moncton, Riverview, Dorchester. Tous ces gens déplorent la situation aux ateliers du CN, situation qui n'a pas changé pendant la période des Fêtes. Ils demandent de recevoir des assurances qu'aucun autre emploi ne sera perdu aux ateliers à Moncton.

[Traduction]

LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, j'ai le plaisir et l'honneur de présenter quelques pétitions provenant de Torontois qui protestent contre la vente de la société de Havilland. Ils demandent au gouvernement de revenir sur sa décision concernant une société canadienne à part entière qui faisait notre fierté dans un secteur crucial de l'économie. C'est M. Antonio Mansillo qui a fait circuler la première pétition dans toute la région du Grand Toronto, alors que, pour la seconde, M. Sante Mio a obtenu la signature de citoyens de ma circonscription, celle de York-Ouest. J'espère que le gouvernement saura écouter ces Canadiens.

● (1510)

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, j'ai quatre pétitions à présenter aujourd'hui. Dans la première, provenant de Vancouver, en Colombie-Britannique, on proteste contre la désindexation des allocations familiales et on demande qu'elles ne soient pas compensées par les modifications du crédit d'impôt-enfants, car alors la situation des familles les plus pauvres va encore s'aggraver d'ici à 1990

La deuxième provient du Nouveau-Brunswick. On y signale que les réductions de 600 millions de dollars, d'ici à 1990, dans les avantages destinés aux enfants s'inscrivent parmi un train de mesures fiscales injustes découlant du dernier budget.

Les signataires de la troisième pétition, provenant de la Nouvelle-Écosse, soulignent que les compressions des allocations familiales s'accompagnent d'une hausse des cotisations aux REÉR et de faveurs accrues aux sociétés pétrolières, ce qui rend notre régime fiscal encore plus injuste.

[Français]

Monsieur le Président, ma quatrième pétition vient de la province de Québec, des villes de Terrebonne, LaSalle, Saint-Jérôme et Montréal. C'est aussi une pétition qui proteste contre la réduction des allocations familiales et qui demande que le gouvernement change ses politiques.

[Traduction]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, j'ai à présenter un certain nombre de pétitions. La première proteste contre la décision du gouvernement de déduire les prestations de pension des prestations d'assurance-chômage, soustrayant ainsi aux travailleurs un avantage important et décourageant la retraite anticipée. Les pétitionnaires demandent qu'on annule immédiatement cette décision.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES HAUSSES D'IMPÔT

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): La deuxième pétition vient du Nouveau-Brunswick et dénonce le projet de désindexer les allocations familiales; elle réclame le rétablissement de la pleine indexation des allocations universelles et l'annulation des hausses de taxes injustes.

En voici une autre de nature semblable, en provenance de Vancouver celle-là, qui proteste contre la désindexation des allocations familiales et les autres mesures touchant les prestations aux enfants, et les changements fiscaux injustes. Elle demande que ces changements soient annulés.

Des citoyens de la Nouvelle-Écosse tiennent à exercer leur droit de présenter une pétition au Parlement du Canada pour protester contre les changements apportés aux allocations familiales et demander que ces changements soient supprimés de même que les autres concernant l'impôt.

Enfin, j'ai une pétition de citoyens du Québec qui tiennent aussi à exercer leur droit de protester contre les changements apportés aux allocations familiales, notamment la désindexation, et demandent que cette mesure soit annulée de même que les mesures fiscales affectant les contribuables à faible et moyen revenus.

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Merci, monsieur le Président. J'ai aujourd'hui l'honneur de présenter deux pétitions signées par des résidents de ma circonscription. La première proteste contre la décision du gouvernement de réduire les allocations familiales et d'instituer des hausses d'impôt qui alourdiront encore davantage le fardeau que supportent les familles canadiennes ordinaires. Cette pétition est signée par des résidents de Red Lake, Madsen et Balmertown.

LA PROTECTION DU SECTEUR FORESTIER

M. John Parry (Kenora-Rainy River): La deuxième émane de résidents de Dryden, Eagle River, Wabigoon, Oxdrift, Minnitaki et Vermilion Bay. Ces pétitionnaires demandent au Parlement de faire des démarches pour dissuader le Congrès des États-Unis de prendre des mesures protectionnistes susceptibles de coûter des milliers d'emplois à l'industrie canadienne des forêts.